



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Politique migratoire

Question au Gouvernement n° 832

Texte de la question

POLITIQUE MIGRATOIRE

Mme la présidente . La parole est à M. Jordan Guillon.

M. Jordan Guillon . Monsieur le ministre de l'intérieur, selon une note de l'observatoire de l'immigration et de la démographie, révélée par Le Figaro, le coût de l'immigration explose : 100 milliards d'euros par an, soit une perte de 3,4 % du PIB. Quelle victoire idéologique pour Marine Le Pen, qui dresse ce constat depuis des années ! C'est quatre fois le budget de votre ministère, onze fois celui du ministère de la justice. Vous qui avez une parole si ferme sur l'immigration depuis un an, dites-nous pourquoi rien ne change ?

Reprenons vos promesses. Le projet de loi immigration évoqué depuis des mois ? Rien ! Le remplacement de l'aide médicale de l'État par une aide médicale d'urgence ? Rien ! L'interdiction du voile islamique à l'université ? Rien ! Toutes vos promesses contre l'immigration ? Rien, jamais rien ! Où en est la fermeté sur l'Algérie ? Sur les grands événements – finale de la ligue des champions ou fête de la musique ? Avec votre prédécesseur, M. Darmanin, c'était le chaos au Stade de France, avec vous c'est le chaos quotidien dans toute la France. *(Applaudissements sur les bancs du groupe RN.)*

Il y a un an, vous avez fusionné avec le macronisme. Le gouvernement de Michel Barnier, dont vous faisiez partie, proposait d'augmenter les impôts de 40 milliards d'euros. Vous avez refusé de lever le tabou de la politique migratoire pour faire des économies. Nous vous avons censurés.

Vous êtes ensuite revenu pour gouverner sur un coin de table, avec les socialistes et les macronistes assis chaque semaine à côté de vous, sur le banc des ministres.

Vous avez fait du ministère de l'intérieur un marchepied au service de vos ambitions personnelles et, en même temps, vous parlez comme le Rassemblement national. Pouvez-vous éclairer la représentation nationale ?

Les Français veulent réduire l'immigration. Les chiffres sont là, les économies sont à portée de main et le groupe RN est prêt à voter toute mesure de fermeté : laisserez-vous encore les Français subir ou allez-vous enfin agir ? *(Applaudissements sur les bancs des groupes RN et UDR.)*

Mme la présidente . La parole est à M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur.

M. Bruno Retailleau, *ministre d'État, ministre de l'intérieur* . Je vois que je deviens l'obsession du Rassemblement national. *(Rires sur les bancs des groupes EPR et DR. - Exclamations sur les bancs du groupe RN.)*

M. Kévin Mauvieux et M. Frédéric Boccaletti . Quel melon !

M. Bruno Retailleau, ministre d'État . J'en déduis que je ne me trompe pas ! Beaucoup de Françaises et de Français soutiennent la politique du gouvernement en matière d'autorité et de fermeté. Ils savent parfaitement qu'on n'efface pas quarante ou cinquante ans de laxisme avec des propos qui sonnent comme des tracts,...

M. Kévin Pfeffer . Quel aveu !

M. Bruno Bilde . Quels sont vos résultats ?

M. Emeric Salmon . Iriez-vous jusqu'à soutenir que Pasqua était laxiste ?

M. Jordan Guitton . Où étiez-vous pendant les trente dernières années ? Au pouvoir !

M. Bruno Retailleau, ministre d'Étatou avec quelques vidéos postées sur TikTok. Vous appartenez au grand syndicat du « y a qu'à, faut qu'on » ! (*Applaudissements sur quelques bancs des groupes EPR, DR et Dem.*)

Si seulement c'était aussi facile que cela ! Je revendique mes résultats.

M. Bruno Bilde . Vos résultats ? Zéro !

M. Bruno Retailleau, ministre d'État . Oui, je revendique mes résultats ! Depuis le début de l'année, le nombre de régularisations a diminué de 24 %, tandis que celui des éloignements forcés a progressé de 14 %. Le nombre de naturalisations a reculé de 14 % quand celui des expulsions d'origine préfectorale ou ministérielle a augmenté de 104 %.

M. Théo Bernhardt . Et les visas ? On en délivre plus qu'avant !

M. Bruno Retailleau, ministre d'État . Cela vous étonne certainement – peut-être même le regrettez-vous –, mais vous voyez qu'une politique de fermeté peut produire des effets, même quand le gouvernement qui l'applique ne dispose pas d'une majorité à l'Assemblée nationale.

Le débat sur le coût de l'immigration, légitime dans une démocratie, est ouvert.

M. Emeric Salmon . Il n'y a aucun débat à avoir à ce sujet.

M. Bruno Retailleau, ministre d'État . Il est d'autant plus important que la France se trouve dans une situation budgétaire compliquée.

M. Emeric Salmon . C'est le moins qu'on puisse dire ! Au passage, les Français ne vous remercient pas !

M. Bruno Retailleau, ministre d'État . Je souhaite que ce débat soit éclairé par la représentation nationale car, oui, l'immigration a un coût.

M. Jean-Paul Lecoq . Combien rapporte-t-elle ?

M. Bruno Retailleau, ministre d'État . J'ai d'ailleurs dit à plusieurs reprises que parce qu'on ne la maîtrisait plus, l'immigration n'était plus une chance pour la France. (*Protestations sur plusieurs bancs du groupe EPR.*)

Mme Prisca Thevenot . Oh non !

M. Bruno Retailleau, ministre d'État . Il faut être objectif : l'ascenseur social est en panne, l'assimilation et

l'intégration aussi. La politique migratoire doit être soumise à un débat démocratique dont je n'ai pas peur.

Ce que je souhaite, c'est que la loi de la République soit respectée et que l'immigration irrégulière puisse reculer. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe DR.*)

Mme la présidente . La parole est à M. Jordan Guitton.

M. Jordan Guitton . Monsieur le ministre, l'obsession du Rassemblement national, c'est la sécurité des Français et ce sont les textes que nous attendons, mais qui ne viennent pas ! Vous resterez la béquille du gouvernement. Depuis la nomination de M. Castaner il y a huit ans, rien n'a changé. Pour cela, les Français vous sanctionneront dans les urnes ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe RN.*)

Données clés

Auteur : [M. Jordan Guitton](#)

Circonscription : Aube (1^{re} circonscription) - Rassemblement National

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 832

Rubrique : Immigration

Ministère interrogé : Intérieur

Ministère attributaire : Intérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 25 juin 2025

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 25 juin 2025